

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION  
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN  
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

**COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP**

**MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE**

F. 2003 — 2084

[C — 2003/29275]

**10 AVRIL 2003. — Décret modifiant l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 3 décembre 1992  
relatif à l'interruption de la carrière professionnelle dans l'enseignement  
et les centres psycho-médico-sociaux (1)**

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** A l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 3 décembre 1992 relatif à l'interruption de la carrière professionnelle dans l'enseignement et les centres psycho-médico-sociaux, tel que remplacé par l'arrêté du Gouvernement du 3 septembre 1996, sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 1<sup>er</sup> est complété par les points 8°, 9°, 10°, 11° et 12° rédigés comme suit :

« 8° le décret du 24 juillet 1997 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française;

9° le décret du 31 janvier 2002 fixant le statut des membres du personnel technique subsidié des centres psycho-médico-sociaux officiels subventionnés;

10° le décret du 31 janvier 2002 fixant le statut des membres du personnel technique subsidié des centres psycho-médico-sociaux libres subventionnés;

11° le décret du 20 décembre 2001 fixant les règles spécifiques à l'enseignement supérieur artistique organisé en Ecoles supérieures des Arts (organisation, financement, encadrement, statut des personnels, droits et devoirs des étudiants);

12° le décret du 20 décembre 2001 fixant le statut des membres du personnel du service d'inspection de la Communauté française pour l'enseignement maternel, l'enseignement primaire et l'enseignement fondamental ordinaires subventionnés par la Communauté française. »

2° l'alinéa 2 est remplacé par la disposition suivante :

« Il s'applique également à tous les autres membres du personnel nommés ou engagés à titre définitif bénéficiant d'un traitement ou d'une subvention-traitement à charge de la Communauté française.

Par dérogation à l'alinéa premier, il s'applique également aux membres du personnel visé aux 8° et 11° de l'alinéa 1<sup>er</sup> désignés ou engagés temporairement à durée indéterminée néanmoins, l'interruption de carrière professionnelle, complète ou partielle, dont ils peuvent bénéficier au cours de leur désignation ou engagement en cette qualité ne peut s'étendre sur plus de deux années académiques, consécutives ou non, et ne peut être octroyée, à l'exception de l'interruption de carrière prise pour l'assistance ou l'octroi de soins à un membre de leur ménage ou de leur famille jusqu'au deuxième degré ou dans le cadre d'un congé parental, que pour une période correspondant à une année académique au moins. »

3° l'article 1<sup>er</sup> est complété par les alinéas suivants :

« Les membres du personnel qui, au plus tard dans les trente jours qui suivent la rentrée scolaire ou académique, sont désignés ou engagés à titre temporaire pour la durée complète d'une année scolaire ou académique et qui soit sont soumis aux arrêtés et décrets visés aux points 1° à 11°, soit bénéficient d'un traitement ou d'une subvention-traitement à charge de la Communauté française, peuvent se voir accorder, dans les mêmes conditions et selon les mêmes modalités que les membres du personnel définitifs visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, une interruption de la carrière professionnelle pour les raisons suivantes :

1° pour donner des soins palliatifs;

2° pour l'assistance ou l'octroi de soins à un membre de leur ménage ou de leur famille jusqu'au deuxième degré, qui souffre d'une maladie grave. Toutefois, la possibilité d'interrompre la carrière de manière complète ou partielle est dans ce cas limitée respectivement à 3 mois maximum et à 6 mois maximum par patient;

3° lors de la naissance ou de l'adoption d'un enfant, dans le cadre du congé parental.

Par dérogation à l'alinéa premier, peuvent se voir accorder, dans les mêmes conditions et selon les mêmes modalités que les membres du personnel définitif, une interruption de la carrière professionnelle pour les raisons énumérées à l'alinéa précédent, les membres du personnel des Hautes écoles qui exercent des fonctions électives, ainsi que les membres du personnel des Ecoles supérieures des arts qui occupent un emploi conféré par mandat. »

**Art. 2.** A l'article 2 du même arrêté, tel que remplacé par l'arrêté du Gouvernement du 3 septembre 1996 et modifié par le décret du 8 février 1999, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans le § 1<sup>er</sup> et le § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « nommé ou engagé à titre définitif » sont remplacés par les mots « nommé, engagé à titre définitif ou, s'agissant du membre du personnel visé à l'article 1<sup>er</sup>, alinéa 3 du présent arrêté, engagé ou désigné temporairement à durée indéterminée »;

2° dans le § 2, l'alinéa 2 est complété comme suit :

« Dans les autres cas, l'ancienneté de service est calculée conformément aux dispositions prévues par le statut administratif du membre du personnel concerné. »;

3° un § 2bis, libellé ainsi qu'il suit, est ajouté :

« Les alinéas 1<sup>er</sup> et 2 du § 2 du présent article ne sont pas applicables à l'interruption de la carrière professionnelle prise en application du § 5. »;

4° l'alinéa 1<sup>er</sup> du § 5 est remplacé par l'alinéa suivant :

« Tout membre du personnel a droit à l'interruption complète de sa carrière professionnelle, ou à une réduction de ses prestations d'1/5 ou de la 1/2 du nombre minimum d'heures, de périodes ou de leçons requis pour constituer la fonction exercée à prestations complètes, pour donner des soins palliatifs à une personne en vertu des dispositions des articles 100bis et 102bis de la loi du 22 janvier 1985 contenant des dispositions sociales. »;

5° l'article 2 est complété par les paragraphes 6 et 7, rédigés comme suit :

« § 6. Ont droit à l'interruption complète de leur carrière professionnelle ou à une réduction de leurs prestations d'1/5, 1/4, ou de la 1/2 du nombre minimum d'heures, de périodes ou de leçons requis pour constituer la fonction exercée à prestations complètes les membres du personnel qui souhaitent interrompre leur carrière professionnelle pour l'assistance ou l'octroi de soins à un membre de leur ménage ou à un membre de leur famille jusqu'au deuxième degré, qui souffre d'une maladie grave, en vertu de l'article 4ter de l'arrêté royal du 12 août 1991 relatif à l'octroi d'allocations d'interruption aux membres du personnel de l'enseignement et des centres psycho-médico-sociaux.

§ 7. Ont droit à l'interruption complète de leur carrière professionnelle ou à une réduction de leurs prestations d'1/5, 1/4, ou de la 1/2 du nombre minimum d'heures, de périodes ou de leçons requis pour constituer la fonction exercée à prestations complètes les membres du personnel qui souhaitent interrompre leur carrière professionnelle lors de la naissance ou de l'adoption d'un enfant, dans le cadre du congé parental, en vertu de l'article 4quater de l'arrêté royal du 12 août 1991 relatif à l'octroi d'allocations d'interruption aux membres du personnel de l'enseignement et des centres psycho-médico-sociaux. »

**Art. 3.** A l'alinéa 3 de l'article 3 du même arrêté, tel que modifié par l'arrêté de l'Exécutif du 3 décembre 1992, par l'arrêté du Gouvernement du 3 septembre 1996 et par le décret du 8 février 1999, les mots « nommé ou engagé à titre définitif » sont remplacés par les mots « nommé, engagé à titre définitif ou désigné ou engagé temporairement à durée indéterminée ».

**Art. 4.** Un article 3bis est inséré dans le même arrêté, tel que modifié par l'arrêté de l'Exécutif du 3 décembre 1992, par l'arrêté du Gouvernement du 3 septembre 1996 et par le décret du 8 février 1999, ainsi libellé :

« Art. 3bis. L'article 3 du présent arrêté n'est pas applicable aux membres du personnel visés à ses alinéas 1<sup>er</sup> et 2 lorsque l'interruption de carrière professionnelle est sollicitée pour les raisons suivantes :

1° pour donner des soins palliatifs;

2° pour l'assistance ou l'octroi de soins à un membre de leur ménage ou de leur famille jusqu'au deuxième degré, qui souffre d'une maladie grave;

3° lors de la naissance ou de l'adoption d'un enfant, dans le cadre du congé parental. »

**Art. 5.** A l'article 4 du même arrêté, tel que modifié par l'arrêté du Gouvernement du 3 septembre 1996 et par le décret du 8 février 1999, sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, les termes « débutant le premier jour du premier ou du second mois de l'année scolaire académique » sont remplacés par les termes « débutant soit le premier jour du premier ou du second mois de l'année scolaire, soit le 15 septembre ou le 15 octobre de l'année académique »;

2° au § 1<sup>er</sup>, les alinéas 2 et 3, sont remplacés par les alinéas suivants :

« Toutefois, par dérogation aux dispositions qui précèdent, l'interruption de la carrière professionnelle peut débuter le jour qui suit la fin d'un repos d'accouchement ou d'un congé d'accueil en vue de l'adoption et de la tutelle officielle accordé aux membres du personnel des établissements d'enseignement et centres psycho-médico-sociaux organisés ou subventionnés par la Communauté française. Dans ce cas, l'interruption de carrière doit être sollicitée avant le début du repos d'accouchement ou avant le début du congé d'accueil en vue de l'adoption et de la tutelle officielle accordé aux membres du personnel des établissements d'enseignement et centres psycho-médico-sociaux organisés par la Communauté française ou subventionnés.

Lorsqu'il est procédé au remplacement du membre du personnel qui a obtenu une interruption de la carrière professionnelle, ce remplacement est effectué conformément aux dispositions de l'article 8. »;

3° il est inséré les paragraphes 2ter, 2quater et 2quinquies rédigés comme suit :

« § 2ter. Les dispositions des §§ 1<sup>er</sup> et 2 ne s'appliquent pas aux membres du personnel qui interrompent leur carrière professionnelle en application de l'article 2, § 6, du présent arrêté.

Sans préjudice de ce qui est prévu à l'article 1<sup>er</sup>, alinéa 4, 2°, la possibilité d'interrompre complètement ou partiellement sa carrière pour la raison visée à l'article 2, § 6, est octroyée dans les conditions et selon les modalités déterminées par l'article 4ter de l'arrêté royal du 12 août 1991 relatif à l'octroi d'allocations d'interruption aux membres du personnel de l'enseignement et des centres psycho-médico-sociaux.

L'interruption de la carrière professionnelle accordée en application de l'article 2, § 6, du présent arrêté prend cours le premier jour de la semaine qui suit celle au cours de laquelle la notification visée à l'article 5, § 4, a été faite ou plus tôt moyennant l'accord du Gouvernement.

§ 2quater. Les dispositions des §§ 1<sup>er</sup> et 2 ne s'appliquent pas aux membres du personnel qui interrompent leur carrière professionnelle en application de l'article 2, § 7, du présent arrêté.

Les membres du personnel visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> peuvent interrompre leur carrière de manière complète ou réduire leurs prestations de travail dans les conditions et selon les modalités prévues par l'article 4quater de l'arrêté royal du 12 août 1991 relatif à l'octroi d'allocations d'interruption aux membres du personnel de (6) l'enseignement et des centres psycho-médico-sociaux.

§ 2quinquies. Pour les membres du personnel temporaires, l'interruption de la carrière professionnelle accordée en application des §§ 5, 6 et 7 de l'article 2 se termine en tout cas au plus tard au moment où leur désignation ou engagement à titre temporaire prend fin.

Lorsqu'il est procédé au remplacement du membre du personnel qui a obtenu une interruption de la carrière professionnelle accordée en application des §§ 5, 6 et 7 de l'article 2, ce remplacement est effectué conformément aux dispositions de l'article 8. »;

4° le § 4 est supprimé.

**Art. 6.** A l'article 5 du même arrêté, tel que modifié par le décret du 8 février 1999, sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 3, alinéa 5, les termes « conformément à l'alinéa 2 du présent article » sont remplacés par les termes « conformément à l'alinéa 4 »;

2° l'article 5 est complété par les paragraphes 4 et 5, rédigés comme suit :

« § 4. Les §§ 1<sup>er</sup> et 2 ne sont pas applicables aux membres du personnel qui interrompent leur carrière professionnelle en application de l'article 2, § 6, du présent arrêté.

Le membre du personnel qui souhaite interrompre sa carrière professionnelle pour l'assistance ou l'octroi de soins à un membre du ménage ou de la famille jusqu'au deuxième degré, qui souffre d'une maladie grave, en informe par écrit le Gouvernement par l'intermédiaire :

— du chef d'établissement dans l'enseignement de la Communauté française ou du directeur dans les centres psycho-médico-sociaux de la Communauté française;

— du pouvoir organisateur dans l'enseignement subventionné et les centres psycho-médico-sociaux subventionnés;

— de l'autorité hiérarchique pour les membres des services d'inspection.

Le membre du personnel fait savoir s'il opte pour une interruption complète ou partielle et indique la durée de celle-ci.

En outre, le membre du personnel joint à sa notification une attestation délivrée par le médecin traitant du membre du ménage ou de la famille jusqu'au deuxième degré, gravement malade, et d'où il ressort que le membre du personnel est disposé à assister ou donner des soins à la personne gravement malade.

Chaque fois que le membre du personnel souhaite prolonger la période d'interruption de la carrière professionnelle dont il bénéficie en application de l'article 2, § 6, du présent arrêté, il doit introduire une nouvelle attestation délivrée conformément à l'alinéa qui précède.

§ 5. Les §§ 1<sup>er</sup> et 2 ne sont pas applicables aux membres du personnel qui interrompent leur carrière professionnelle en application de l'article 2, § 7, du présent arrêté.

Le membre du personnel qui souhaite interrompre sa carrière professionnelle lors de la naissance ou de l'adoption d'un enfant en informe par écrit le Gouvernement par l'intermédiaire :

— du chef d'établissement dans l'enseignement de la Communauté française ou du directeur dans les centres psycho-médico-sociaux de la Communauté française;

— du pouvoir organisateur dans l'enseignement subventionné et les centres psycho-médico-sociaux subventionnés;

— de l'autorité hiérarchique pour les membres des services d'inspection.

Cette notification doit être faite au moins trente jours avant le début du congé parental, sauf dérogation accordée par le Gouvernement, et mentionner la date à laquelle le congé parental prendra cours ainsi que la durée de celui-ci.

Le membre du personnel fait également savoir s'il opte pour une interruption complète ou partielle de la carrière professionnelle.

Au plus tard au moment où le congé parental prend cours, le membre du personnel fournit, selon le cas :

— un extrait d'acte de naissance de l'enfant;

— une attestation de l'inscription de l'enfant comme membre de la famille au registre de la population ou au registre des étrangers de la commune où le membre du personnel a sa résidence;

— une attestation de l'incapacité physique ou mentale de l'enfant de 66 % au moins au sens de la réglementation relative aux allocations familiales.

Un extrait du registre de la population ou du registre des étrangers prouvant la composition de la famille doit être fourni dans tous les cas. »

**Art. 7.** A l'article 6, § 1<sup>er</sup>, du même arrêté, tel que modifié par l'arrêté du Gouvernement du 3 septembre 1996, sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 2 est remplacé par la disposition suivante :

« Le montant de l'allocation d'interruption de carrière est fixé par référence au nombre d'heures ou de périodes afférent à la (aux) fonction(s) pour la (les)quelle(s) le membre du personnel bénéficie d'une nomination ou d'un engagement à titre définitif ou, le cas échéant, d'une désignation ou d'un engagement à titre temporaire. »;

2° l'alinéa 3 est supprimé.

**Art. 8.** A l'article 7 du même arrêté, tel que modifié par le décret du 8 février 1999, sont apportées les modifications suivantes :

1° a) au § 1<sup>er</sup>, les mots « à l'exception du membre du personnel visé à l'article 4, § 5, » sont insérés entre les mots « qui a interrompu sa carrière professionnelle, » et les mots « peut être autorisé par le ministre ou son délégué »;

b) le même § 1<sup>er</sup> est complété par un second alinéa ainsi libellé : « Pour l'application de la présente disposition, est notamment considérée comme raison exceptionnelle la pénurie dûment constatée par le Gouvernement de la Communauté française dans la fonction à laquelle le membre du personnel qui a interrompu sa carrière est nommé ou engagé à titre définitif. »;

2° le § 2 est complété par les termes suivants :

« , sauf en cas de pénurie dûment constatée dans la fonction à laquelle le membre du personnel qui a interrompu sa carrière est nommé ou engagé à titre définitif »;

3° au § 4, alinéa 1<sup>er</sup>, les termes « en application de l'article 2, § 5 » sont remplacés par les termes « en application de l'article 2, §§ 5, 6 et 7 ».

**Art. 9.** L'article 8 du même arrêté, tel que modifié par l'arrêté du Gouvernement du 3 septembre 1996, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 8. Un membre du personnel qui interrompt sa carrière professionnelle est remplacé prioritairement par un ou plusieurs membre(s) du personnel mis en disponibilité par défaut d'emploi, en disponibilité par défaut total d'emploi ou en perte partielle de charge selon les dispositions réglementaires applicables en ce qui concerne la réaffectation et la remise au travail.

Dans les emplois de sélection et de promotion, un membre du personnel peut toutefois être remplacé temporairement par un membre du personnel nommé ou engagé à titre définitif dans la fonction de recrutement qui donne accès à la fonction de sélection ou de promotion. Dans ce cas, les dispositions de l'alinéa 1<sup>er</sup> s'appliquent à l'emploi de recrutement temporairement abandonné, soit entièrement, soit partiellement.

Sans préjudice des alinéas 1<sup>er</sup> et 2, la désignation s'effectue dans le respect des règles statutaires relatives au recrutement ainsi que dans le respect des conditions de subventionnement. »

**Art. 10.** L'article 9 du même arrêté est abrogé.

**Art. 11.** L'article 10 du même arrêté est abrogé.

**Art. 12.** Dans l'article 11 du même arrêté, l'alinéa 2 est remplacé par la disposition suivante :

« Toutefois, il reste en interruption de carrière sans allocation. Le membre du personnel ne peut bénéficier qu'une seule fois de la présente disposition. Si, au cours d'une année scolaire ultérieure, il perd à nouveau le droit aux allocations, son interruption de carrière est, en ce qui concerne le membre du personnel définitif, de plein droit transformée, à dater de la notification de refus d'allocation, en disponibilité pour convenances personnelles jusqu'au terme prévu de ladite interruption et, en ce qui concerne les membres du personnel temporaires, il est mis fin de plein droit à l'interruption de la carrière à la même date. »

**Art. 13.** Le présent décret entre en vigueur le 1<sup>er</sup> jour du mois qui suit celui au cours duquel il aura été publié au *Moniteur belge*.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Fait à Bruxelles, le 10 avril 2003.

Le Ministre-Président, chargé des Relations internationales,  
H. HASQUIN

Le Ministre de la Culture, du Budget, de la Fonction publique, de la Jeunesse et des Sports,  
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Enfance, chargé de l'Enseignement fondamental, de l'Accueil et des Missions confiées à l'O.N.E.,  
J.-M. NOLLET

Le Ministre de l'Enseignement secondaire et de l'Enseignement spécial,  
P. HAZETTE

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de promotion sociale et de la Recherche scientifique,  
Mme F. DUPUIS

Le Ministre des Arts et des Lettres et de l'Audiovisuel,  
R. MILLER

La Ministre de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,  
Mme N. MARECHAL

—  
Note

(1) *Session 2002-2003.*

*Documents du Conseil.* — Projet de décret, n° 376-1. — Amendements de commission, n° 376-2. — Rapport, n° 376-3. *Compte rendu intégral.* — Discussion et adoption. Séance du 8 avril 2003.

—  
VERTALING

#### MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2003 — 2084

[C - 2003/29275]

**10 APRIL 2003.** — Decreet houdende wijziging van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 3 december 1992 betreffende de onderbreking van de beroepsloopbaan in het onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra (1)

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen, en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

**Artikel 1.** In artikel 1 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 3 december 1992 betreffende de onderbreking van de beroepsloopbaan in het onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra, zoals vervangen bij het besluit van de Regering van 3 september 1996, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid wordt aangevuld met de punten 8°, 9°, 10°, 11° en 12°, luidend als volgt :

« 8° het decreet van 24 juli 1997 dat het statuut bepaalt van het bestuurs- en onderwijzend personeel en van het opvoedend hulppersoneel van de hogescholen ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap;

9° het decreet van 31 januari 2002 tot vaststelling van het statuut van de leden van het gesubsidieerd technisch personeel van de gesubsidieerde officiële psycho-medisch-sociale centra;

10° het decreet van 31 januari 2002 tot vaststelling van het statuut van de leden van het gesubsidieerd technisch personeel van de gesubsidieerde vrije psycho-medisch-sociale centra;

11° het decreet van 20 december 2001 tot vaststelling van de regels die specifiek zijn voor het hoger kunstonderwijs georganiseerd in de hogere kunstscholen (organisatie, financiering, omkadering, statuut van het personeel, rechten en plichten van studenten);

12° het decreet van 20 december 2001 tot vaststelling van het statuut van de personeelsleden van de inspectiedienst van de Franse Gemeenschap voor het gewoon kleuteronderwijs, het gewoon lager onderwijs en het gewoon basisonderwijs gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap. »

2° het tweede lid wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Het is van toepassing op alle andere vastbenoemde of in vast verband geworven personeelsleden die een wedde of een wedde-toelage genieten ten laste van de Franse Gemeenschap.

In afwijking van het eerste lid, is het ook van toepassing op de personeelsleden bedoeld bij de punten 8° tot 11° van het eerste lid, die voor een onbepaalde duur tijdelijk aangesteld of geworven zijn; nochtans, kan de onderbreking van de beroepsloopbaan die zij kunnen genieten gedurende hun aanstelling of aanwerving als zodanig niet meer dan twee al dan niet opeenvolgende academiejaren bestrijken, en kan ze enkel voor een periode overeenstemmend met minstens één academiejaar toegekend worden, met uitzondering van de onderbreking van de beroepsloopbaan genomen om een lid van hun gezin of familie tot de tweede graad bijstand of zorg te verlenen, of binnen het kader van een ouderschapsverlof. » ;

3° artikel 1 wordt aangevuld met de volgende leden :

« Aan de personeelsleden die, ten laatste binnen de dertig dagen na het begin van het school- of academiejaar, tijdelijk aangesteld of geworven zijn voor de volledige duur van een school- of academiejaar en die ofwel onderworpen zijn aan de besluiten en de decreten bedoeld bij de punten 1° tot 11°, ofwel een wedde of een wedde-toelage genieten ten laste van de Franse Gemeenschap, kan, binnen dezelfde voorwaarden en volgens dezelfde nadere regels als deze die geldig zijn voor de vastbenoemde personeelsleden bedoeld in het eerste lid, een onderbreking van de beroepsloopbaan toegekend worden om de volgende redenen :

1° om palliatieve zorg te verlenen;

2° om aan een lid van hun gezin of familie tot de tweede graad, dat aan een zware ziekte lijdt, bijstand of zorg te verlenen. Nochtans wordt in dat geval de mogelijkheid de loopbaan volledig of partieel te onderbreken respectievelijk beperkt tot hoogstens 3 maanden en hoogstens 6 maanden per zieke;

3° bij de geboorte of de adoptie van een kind, binnen het kader van een ouderschapsverlof.

In afwijking van het eerste lid kan, binnen dezelfde voorwaarden en volgens dezelfde nadere regels als deze die geldig zijn voor de vastbenoemde personeelsleden, een onderbreking van de beroepsloopbaan om de redenen opgesomd bij het vorige lid toegekend worden aan de personeelsleden van de Hogescholen die door verkiezing verkregen ambten uitoefenen, alsook aan de personeelsleden van de Hogere kunstscholen die een per mandaat toegekende betrekking bekleden.

**Art. 2.** In artikel 2 van hetzelfde besluit, zoals vervangen bij het besluit van de Regering van 3 september 1996 en gewijzigd bij het decreet van 8 februari 1999, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1 en § 2, eerste lid, worden de woorden "vast benoemd is of in vast verband geworven is" vervangen door de woorden "vast benoemd is, in vast verband geworven is of, als het om het personeelslid gaat bedoeld bij in het derde lid van dit besluit, voor een onbepaalde duur tijdelijk geworven of aangesteld";

2° in § 2, wordt het tweede lid aangevuld als volgt :

« In de andere gevallen, wordt de dienstanciënniteit berekend overeenkomstig de bepalingen waarin voorzien wordt in het administratief statuut van het betrokken personeelslid. » ;

3° een § 2bis, luidend als volgt, wordt toegevoegd;

« Het eerste en tweede lid van dit artikel zijn niet van toepassing op de onderbreking van de beroepsloopbaan genomen bij toepassing van § 5. » ;

4° het eerste lid van § 5 wordt door volgend lid vervangen :

« Ieder personeelslid heeft recht op de volledige onderbreking van zijn beroepsloopbaan, of een vermindering van zijn prestaties met een vijfde of de helft van het minimum aantal uren, lestijden of lessen vereist voor het samenstellen van het met volledige prestaties uitgeoefende ambt, om iemand palliatieve zorg te verlenen krachtens de bepalingen van de artikelen 100bis en 102bis van de wet van 22 januari 1985 houdende sociale bepalingen. »;

5° artikel 2 wordt aangevuld met de paragrafen 6 en 7, luidend als volgt :

« § 6. Hebben recht op de volledige onderbreking van hun beroepsloopbaan of een vermindering van hun prestaties met een vijfde, een vierde of de helft van het minimum aantal uren, lestijden of lessen vereist voor het samenstellen van het met volledige prestaties uitgeoefende ambt, de personeelsleden die hun beroepsloopbaan wensen te onderbreken voor het verlenen van bijstand of zorg aan een lid van hun gezin of een lid van hun familie tot de tweede graad, dat aan een zware ziekte lijdt, krachtens artikel 4ter van het koninklijk besluit van 12 augustus 1991 betreffende de toekenning van onderbrekingsuitkeringen aan de personeelsleden van het onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra.

§ 7. Hebben recht op de volledige onderbreking van hun beroepsloopbaan of een vermindering van hun prestaties met een vijfde, een vierde of de helft van het minimum aantal uren, lestijden of lessen vereist voor het samenstellen van het met volledige prestaties uitgeoefende ambt, de personeelsleden die hun beroepsloopbaan wensen te onderbreken voor de geboorte of de adoptie van een kind, binnen het kader van het ouderschapsverlof, krachtens artikel 4quater van het koninklijk besluit van 12 augustus 1991 betreffende de toekenning van onderbrekingsuitkeringen aan de personeelsleden van het onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra. ».

**Art. 3.** In het derde lid van artikel 3 van hetzelfde besluit, zoals gewijzigd bij het besluit van 3 december 1996 en bij het decreet van 8 februari 1999, worden de woorden "vast benoemd of geworven is" vervangen door de woorden "vast benoemd, geworven of voor onbepaalde duur tijdelijk aangesteld of geworven".

**Art. 4.** Er wordt een artikel *3bis* ingevoegd in hetzelfde besluit, zoals gewijzigd bij het besluit van 3 december 1996 en bij het decreet van 8 februari 1999, luidend als volgt :

« Art. *3bis*. Artikel 3 van dit besluit is niet van toepassing op de personeelsleden bedoeld bij de leden 1 en 2 wanneer de onderbreking van de beroepsloopbaan om de volgende redenen wordt aangevraagd :

1° om palliatieve zorg te verlenen;

2° om bijstand of zorg te verlenen aan een lid van hun gezin of familie tot de tweede graad, dat aan een zware ziekte lijdt;

3° bij de geboorte of de adoptie van een kind, binnen het kader van een ouderschapsverlof. ».

**Art. 5.** In artikel 4 van hetzelfde besluit, zoals gewijzigd bij het besluit van de Regering van 3 september 1996 en bij het decreet van 8 februari 1999, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, eerste lid, worden de woorden "die op de eerste dag van de eerste of van de tweede maand van het school- of academiejaar begint" vervangen door de woorden "die, ofwel op de eerste dag van de eerste of van de tweede maand van het school- of academiejaar begint, ofwel op 15 september of 15 oktober van het academiejaar";

2° in § 1 worden het tweede en derde lid door de volgende leden vervangen :

« Nochtans, in afwijking van de vorige bepalingen, kan de onderbreking van de beroepsloopbaan een aanvang nemen de dag die volgt op het einde van een bevallingsverlof of een verlof voor de opvang met het oog op adoptie en pleegvoogdij toegekend aan de personeelsleden van de onderwijsinrichtingen en psycho-medisch-sociale centra ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap. In dat geval moet de onderbreking van de beroepsloopbaan aangevraagd worden voor het begin van het bevallingsverlof of voor het begin van het verlof voor de opvang met het oog op adoptie en pleegvoogdij toegekend aan de personeelsleden van de onderwijsinrichtingen en psycho-medisch-sociale centra ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap.

Wanneer er overgegaan wordt tot de vervanging van het personeelslid aan wie een onderbreking van zijn beroepsloopbaan werd toegekend, geschiedt deze vervanging overeenkomstig de bepalingen van artikel 8. »;

3° de paragrafen *2ter*, *2quater* en *2quinquies* worden ingevoegd, luidend als volgt :

« *2ter*. De bepalingen van de §§ 1 en 2 zijn niet van toepassing op de personeelsleden die hun beroepsloopbaan onderbreken bij toepassing van artikel 2, § 6, van dit besluit.

Onverminderd hetgeen bepaald is bij artikel 1, vierde lid, 2°, wordt de mogelijkheid om volledig of partieel zijn beroepsloopbaan te onderbreken om de reden bedoeld bij artikel 2, § 6, toegekend binnen de voorwaarden en volgens de nadere regels bepaald bij artikel *4ter* van het koninklijk besluit van 12 augustus 1991 betreffende de toekenning van onderbrekingsuitkeringen aan de personeelsleden van het onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra.

De onderbreking van de beroepsloopbaan toegekend met toepassing van artikel 2, § 6, van dit besluit heeft uitwerking met ingang van de eerste dag van de week die volgt op deze gedurende dewelke de kennisgeving bedoeld bij artikel 5, § 4, plaats heeft gegrepen of vroeger mits instemming van de Regering.

§ *2quater*. De bepalingen van de §§ 1 en 2 zijn niet van toepassing op de personeelsleden die hun beroepsloopbaan onderbreken bij toepassing van artikel 2, § 7, van dit besluit.

De personeelsleden bedoeld in het eerste lid kunnen hun beroepsloopbaan volledig onderbreken of hun werkprestaties verminderen binnen de voorwaarden en volgens de nadere regels bedoeld bij artikel *4quater* van het koninklijk besluit van 12 augustus 1991 betreffende de toekenning van onderbrekingsuitkeringen aan de personeelsleden van het onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra.

§ *2quinquies*. Voor de tijdelijke personeelsleden, komt de onderbreking van de beroepsloopbaan toegekend met toepassing van de §§ 5, 6 en 7 van artikel 2 tot een einde ten laatste op het einde van hun tijdelijke aanstelling of werving.

Wanneer er overgegaan wordt tot de vervanging van het personeelslid aan wie een onderbreking van zijn beroepsloopbaan werd toegekend met toepassing van de §§ 5, 6 en 7 van artikel 2, geschiedt deze vervanging overeenkomstig de bepalingen van artikel 8. »;

4° § 4 wordt afgeschaft.

**Art. 6.** Aan artikel 5 van hetzelfde besluit, zoals gewijzigd bij het decreet van 8 februari 1999 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 3, vijfde lid, worden de woorden « overeenkomstig lid 2 van dit artikel » vervangen door de woorden « overeenkomstig lid 4 »;

2° artikel 5 wordt met de paragrafen 4 en 5 aangevuld, luidend als volgt :

§ 4. De §§ 1 en 2 zijn niet van toepassing op de personeelsleden die hun beroepsloopbaan onderbreken met toepassing van artikel 2, § 6, van dit besluit.

Het personeelslid dat zijn beroepsloopbaan wenst te onderbreken om aan een lid van zijn gezin of familie tot de tweede graad, dat zwaar ziek is, bijstand of zorg te verlenen, brengt er de Regering schriftelijk op de hoogte van via :

— het inrichtingshoofd in het onderwijs van de Franse Gemeenschap of de directeur van de psycho-medisch-sociale centra van de Franse Gemeenschap;

— de inrichtende macht voor het gesubsidieerd onderwijs en de gesubsidieerde psycho-medisch-sociale centra;

— het hiërarchisch gezag voor de leden van de inspectiediensten.

Het personeelslid deelt mede of het voor een volledige of een gedeeltelijke onderbreking kiest en vermeldt de duur ervan.

Bovendien voegt het personeelslid bij zijn kennisgeving een attest van de behandelende geneesheer van het gezins- of familielid tot de tweede graad, dat zwaar ziek is, waaruit blijkt dat het personeelslid bereid is de zwaar zieke persoon bijstand of zorg te verlenen.

Elke keer dat het personeelslid de onderbrekingsperiode van de beroepsloopbaan wenst te verlengen die hem werd toegestaan met toepassing van artikel 2, § 6 van dit besluit, moet het personeelslid een nieuw attest voorleggen uitgereikt overeenkomstig de voorafgaande paragraaf.

§ 5. De §§ 1 en 2 zijn niet van toepassing op de personeelsleden die hun beroepsloopbaan onderbreken in toepassing van artikel 2, § 7, van dit besluit.

Het personeelslid dat zijn beroepsloopbaan wenst te onderbreken voor een geboorte of de adoptie van een kind brengt er de Regering schriftelijk op de hoogte van via :

— het inrichtingshoofd in het onderwijs van de Franse Gemeenschap of de directeur van de psycho-medisch-sociale centra van de Franse Gemeenschap;

— de inrichtende macht voor het gesubsidieerd onderwijs en de gesubsidieerde psycho-medisch- sociale centra;

— het hiërarchisch gezag voor de leden van de inspectiediensten.

Deze kennisgeving moet ten minste dertig dagen vóór de aanvang van het ouderschapsverlof gedaan worden behoudens afwijking toegestaan door de Regering en de datum vermelden waarop het ouderschapsverlof aanvangt alsook de duur ervan.

Het personeelslid deelt ook mede of het voor een volledige of een gedeeltelijke onderbreking kiest.

Uiterlijk op het ogenblik waarop het ouderschapsverlof aanvangt, bezorgt het personeelslid naargelang het geval :

— een uittreksel uit de geboorteakte van het kind;

— een attest van de inschrijving van het kind als familielid in het bevolkingsregister of het vreemdelingenregister van de gemeente waar het personeelslid verblijft;

— een attest betreffende de lichamelijke of geestelijke ongeschiktheid van het kind van ten minste 66 % in de zin van de reglementering betreffende de kinderbijslag.

Een uittreksel uit het bevolkingsregister of het vreemdelingenregister waarbij de samenstelling van het gezin wordt bewezen, moet in alle gevallen worden bezorgd. »

**Art. 7.** Aan artikel 6, § 1, van hetzelfde besluit, zoals gewijzigd bij het besluit van 3 september 1996 van de Regering worden de volgend wijzigingen aangebracht :

1° het tweede lid wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Het bedrag van de vergoeding voor loopbaanonderbreking wordt vastgesteld onder verwijzing naar het aantal uren of lestijden die het (de) ambt(en) vormt (vormen) waarvoor het personeelslid benoemd of definitief aangeworven is of, desgevallend, tijdelijk aangesteld of geworven werd. »;

2° het derde lid wordt afgeschaft.

**Art. 8.** In artikel 7 van hetzelfde besluit, zoals gewijzigd bij het decreet van 8 februari 1999 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° a) in § 1, worden de woorden « behoudens het personeelslid bedoeld bij artikel 4, § 5 » ingelast tussen de woorden « dat zijn beroepsloopbaan heeft onderbroken » en « door de Minister of diens afgevaardigde ertoe gemachtigd worden ».

b) hetzelfde § 1 wordt aangevuld met een lid twee luidend als volgt : « Voor de toepassing van deze bepaling wordt inzonderheid beschouwd als buitengewone reden het door de Regering van de Franse Gemeenschap behoorlijk vastgesteld personeelstekort in het ambt waarvoor het personeelslid dat zijn loopbaan heeft onderbroken, vast benoemd of aangeworven is. »;

2° § 2 wordt aangevuld met volgende woorden :

« behoudens in geval van behoorlijk vastgesteld personeelstekort in het ambt waarvoor het personeelslid dat zijn loopbaan heeft onderbroken, vast benoemd of aangeworven is. »;

3° in § 4, eerste lid worden de woorden « in toepassing van artikel 2, § 5 » vervangen door de woorden « in toepassing van artikel 2, §§ 5, 6 en 7. »

**Art. 9.** Artikel 8 van hetzelfde besluit, zoals gewijzigd bij het besluit van 3 september 1996 van de Regering wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 8 Een personeelslid dat zijn loopbaan onderbreekt wordt prioritair vervangen door een of meer personeelsleden, in disponibiliteit wegens gebrek aan arbeid, wegens volkomen gebrek aan arbeid of in gedeeltelijk opdrachtverlies volgens de reglementaire bepalingen die van toepassing zijn wat de reffectatie en de wedertewerking betreft.

In de selectie- en bevorderingsambten kan een personeelslid evenwel tijdelijk vervangen worden door een vast benoemd personeelslid of door een vast geworven personeelslid in het wervingsambt dat toegang verleent tot het selectie- en bevorderingsambt. In dat geval zijn de bepalingen van het eerste lid ofwel volledig ofwel gedeeltelijk van toepassing op het wervingsambt dat tijdelijk werd verlaten.

Onverminderd het eerste tweede lid, gebeurt de aanstelling met naleving van de statutaire regels betreffende de aanwerving alsook van de voorwaarden voor de betoelaging. »

**Art. 10.** Artikel 9 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

**Art. 11.** Artikel 10 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

**Art. 12.** In artikel 11 van hetzelfde besluit wordt het tweede lid vervangen door de volgende bepaling :

« Het personeelslid blijft evenwel met loopbaanonderbreking zonder uitkering. Het personeelslid mag slechts één keer het voordeel van deze bepaling genieten. Indien het in de loop van een later schooljaar het recht op de uitkeringen opnieuw verliest, wordt zijn loopbaanonderbreking, wat het vast benoemd personeelslid betreft, van rechtswege, met ingang van de kennisgeving van de uitkeringsweigerings, omgezet in terbeschikkingstelling wegens persoonlijke aangelegenheden tot het voorziene einde van bedoelde onderbreking en, wat de tijdelijke personeelsleden betreft, wordt er van rechtswege op dezelfde datum een einde aan de loopbaanonderbreking gesteld. »

**Art. 13.** Dit decreet treedt in werking de eerste dag van de maand die volgt op de maand waarin het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gedaan te Brussel, 10 april 2003.

De Minister-President, belast met Internationale Betrekkingen,  
H. HASQUIN

De Minister van Cultuur, Begroting, Openbaar Ambt, Jeugdzaken en Sport,  
R. DEMOTTE

De Minister van Kinderwelzijn, belast met het Basisonderwijs, de Opvang  
en de opdrachten toegewezen aan de « O.N.E. »,  
J.-M. NOLLET

De Minister van Secundair en Buitengewoon Onderwijs,  
P. HAZETTE

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie en Wetenschappelijk Onderzoek,  
Mevr. F. DUPUIS

De Minister van Kunsten en Letteren en van de Audiovisuele Sector,  
R. MILLER

De Minister van Jeugdbijstand en Gezondheid,  
Mevr. N. MARECHAL

—  
Nota

(1) *Zitting 2002-2003.*

*Stukken van de Raad.* — Ontwerp van decreet, nr. 376-1. — Commissieamendementen nr. 376-2. — Verslag, nr. 376-3. *Integraal verslag.* — Bespreking en aanneming. Vergadering van 8 april 2003.

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

### MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2003 — 2085

[C - 2003/27363]

**23 JANVIER 2003. — Arrêté du Gouvernement wallon autorisant la Société wallonne du crédit social à passer un marché suivant la procédure d'appel d'offres général en vue d'obtenir un financement pour un montant maximum de 250 millions d'euros**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 29 octobre 1998 instituant le Code wallon du Logement;

Vu l'article 68 du décret contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2003;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 20 janvier 2003;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 21 janvier 2003;

Considérant que la Société wallonne du crédit social doit faire face à son engagement d'accorder aux sociétés de crédit social agréées et conventionnées, les crédits nécessaires à l'octroi de prêts hypothécaires au logement social répondant aux conditions requises par le Code wallon du Logement pour bénéficier de la garantie de la Région wallonne,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** La Région wallonne autorise, sous sa garantie de bonne fin, la Société wallonne du crédit social à recourir aux marchés des capitaux, pour un montant maximum de 250 millions d'euros et ce, en vue d'accorder aux sociétés de crédit social agréées et conventionnées, les crédits nécessaires à l'octroi de prêts hypothécaires au logement social en 2003.

La Région wallonne accorde sa garantie de bonne fin aux produits dérivés utilisés dans le cadre de la couverture du risque de taux sur le sous-jacent de 250 millions d'euros.

**Art. 2.** Le Ministre du Budget est associé à tous les stades des procédures, lesquelles nécessitent notamment l'analyse des dossiers par l'Administration régionale de la Trésorerie.

**Art. 3.** Le conseil d'administration de la Société wallonne de crédit social peut décider du recours aux produits dérivés, notamment les swaps et options sur taux, dans un but de couverture uniquement. Cette décision devra se baser sur l'avis d'un Comité ALM (Asset Liability Management). Le Ministre du Budget sera informé de ce recours aux produits dérivés selon une procédure déterminée entre les deux parties.

**Art. 4.** Le Gouvernement charge le Ministre du Budget de signer la documentation contractuelle relative à ce financement au nom de la Région wallonne.